LEXIQUE

INSTITUT DES TRAVAILLEUSES & TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET IDÉOLOGIES

Capitalisme

Système économique **fondé sur la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit**.

Le capitalisme valorise l'accumulation, la concurrence et la croissance sans fin.

Il **produit des inégalités structurelles** entre ceux qui possèdent (le capital) et ceux qui travaillent (la force de travail).

Ses logiques s'étendent aujourd'hui à toutes les sphères de la vie : santé, éducation, culture, relations humaines.

Libéralisme

Doctrine politique et économique née au XVIIIe siècle, qui valorise la liberté individuelle, la propriété privée et la limitation du rôle de l'État.

Le libéralisme économique défend la libre concurrence et la responsabilité individuelle, souvent au détriment de la solidarité collective.

Le libéralisme politique, lui, met l'accent sur les droits individuels et la démocratie libérale représentative, mais il peut coexister avec des inégalités profondes.

Néolibéralisme

Le néolibéralisme est un **courant de pensée économique et politique** né à la fin des années 1930, formalisé lors du colloque Walter Lippmann à Paris en 1938, puis consolidé par la Société du Mont-Pèlerin fondée en 1947 par Friedrich Hayek, Milton Friedman et d'autres économistes libéraux. **Contrairement au laissez-faire classique, le néolibéralisme reconnaît un rôle actif à l'État** : non pas pour intervenir dans l'économie ou réguler les marchés, mais pour créer et maintenir les conditions institutionnelles, juridiques et concurrentielles permettant au marché de fonctionner efficacement.

L'État néolibéral doit être fort pour imposer la discipline de marché, démanteler les obstacles à la concurrence, garantir les droits de propriété et sécuriser les contrats, tout en s'abstenant de toute planification économique ou redistribution significative.

Mis en œuvre à partir des années 1970-1980 (Pinochet au Chili, Thatcher au Royaume-Uni, Reagan aux États-Unis), **le néolibéralisme promeut la privatisation des services publics, la dérégulation financière, la flexibilisation du travail et la réduction des dépenses sociales, tout en étendant la logique marchande à tous les domaines de la société**.

Socialisme

Courant politique et économique né au XIXe siècle, **fondé sur l'idée que la richesse doit être produite et partagée collectivement**.

Le socialisme défend la coopération plutôt que la compétition, et la solidarité plutôt que l'individualisme.

Il existe de nombreuses formes de socialismes (autogestionnaire, démocratique, révolutionnaire), mais toutes visent à limiter ou abolir l'exploitation capitaliste.

Communisme

Idéal politique visant une société sans classes sociales ni propriété privée des moyens de production.

Dans une société communiste, le travail et les richesses sont organisés collectivement selon les besoins, non selon le profit.

Historiquement, le mot “communisme” a aussi désigné des régimes autoritaires, mais l’idée originelle est celle d’une émancipation totale face à l’exploitation.

Rapports de classe (matérialisme historique)

Les rapports de classe désignent les **relations structurelles entre groupes sociaux définies par leur position dans le système de production économique**. Concrètement : qui possède les moyens de production (usines, terres, capitaux) et qui doit vendre sa force de travail pour survivre. Ces rapports sont fondamentalement antagonistes - les intérêts des propriétaires des moyens de production (bourgeoisie) s'opposent à ceux des travailleurs (prolétariat) car les profits des uns proviennent de l'exploitation du travail des autres.

Classes sociales

Les classes sociales sont des **groupes d'individus partageant une même position dans les rapports de production et donc des intérêts économiques communs**. Dans le capitalisme, la distinction principale oppose ceux qui possèdent le capital (bourgeoisie) à ceux qui ne possèdent que leur force de travail (prolétariat). Cette position objective conditionne non seulement les conditions matérielles d'existence, mais aussi la conscience, les valeurs et les luttes politiques de chaque classe.

Les classes sociales sont les groupes eux-mêmes, tandis que les rapports de classe désignent les relations de pouvoir et d'exploitation qui structurent ces groupes.

Marxisme

Courant de pensée issu de Karl Marx et Friedrich Engels. **Il analyse la société à travers les rapports de classes et montre comment l'économie structure le pouvoir et les idées**.

Le marxisme sert d'outil critique pour comprendre les logiques d'exploitation et imaginer leur dépassement.

C'est aussi une méthode d'analyse et d'action : lire le monde pour le transformer.

Anarchisme

Philosophie politique qui rejette toute forme de domination étatique, économique, patriarcale ou religieuse.

Les anarchistes défendent la liberté individuelle et collective, l'autogestion, l'égalité radicale et la solidarité.

Contrairement au cliché du "chaos", l'anarchisme cherche à construire une société sans hiérarchie ni exploitation.

Anticapitalisme

Position politique qui s'oppose aux logiques de profit, de propriété privée et de domination caractéristiques du capitalisme.

Être anticapitaliste, c'est refuser que la vie humaine, la nature et les relations soient réduites à des marchandises.

C'est un horizon commun à de nombreux mouvements (féministes, écologistes, socialistes, anarchistes, etc.).

Productivisme

Idéologie selon laquelle produire toujours plus serait une fin en soi, synonyme de progrès et de réussite.

Le productivisme ignore les limites écologiques et humaines, et alimente l'épuisement du vivant.

Il est au cœur du capitalisme, mais aussi présent dans certains courants socialistes ou technocratiques.

Courants technocratiques

Désignent des mouvements politiques et idéologiques qui prônent le gouvernement par les expert·es et les spécialistes plutôt que par les représentant·es élu·es ou les citoyen·nes ordinaires. Selon cette vision, les décisions politiques devraient être prises sur la base de critères techniques, scientifiques et rationnels par celleux qui possèdent les compétences appropriées (ingénieur·es, économistes, haut·es fonctionnaires, scientifiques), plutôt que par des processus démocratiques jugés émotionnels, irrationnels ou inefficaces.

La technocratie **repose sur l'idée que les problèmes sociaux et économiques sont essentiellement des questions techniques ayant des solutions optimales, et que la politique devrait être dépolitisée au profit d'une gestion rationnelle et neutre**. Cette approche tend à disqualifier le débat démocratique et les choix de valeur au profit d'une prétendue objectivité experte.

Historiquement, les courants technocratiques ont influencé aussi bien des régimes autoritaires que des démocraties libérales (notamment à travers la montée en puissance des institutions technocratiques comme les banques centrales indépendantes ou certaines instances de l'Union européenne), suscitant des critiques sur le déficit démocratique et la confiscation du pouvoir politique par des élites non élues.

Croissance / Décroissance

La croissance économique désigne l'augmentation continue de la production et de la consommation. Dans le système capitaliste, elle est perçue comme indispensable, même si elle détruit les conditions de vie sur Terre.

La décroissance propose de sortir de cette obsession, en visant la sobriété, la justice sociale et le bien-vivre plutôt que le “toujours plus”.

Économie sociale et solidaire (ESS)

Secteur économique fondé sur la coopération, la démocratie interne et la finalité sociale plutôt que le profit.

Les structures de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles) cherchent à répondre aux besoins plutôt qu'à enrichir des actionnaires.

Elles incarnent une alternative concrète au modèle capitaliste, même si elles restent parfois contraintes par le marché.

Lutte des classes

Désigne le conflit permanent et structurel qui oppose les classes sociales aux intérêts antagonistes dans une société donnée. Selon le matérialisme historique, ce conflit constitue le moteur principal de l'histoire et du changement social. Dans le système capitaliste, la lutte oppose fondamentalement la bourgeoisie, qui possède les moyens de production et cherche à maximiser ses profits, au prolétariat, qui ne possède que sa force de travail et lutte pour améliorer ses conditions d'existence et son salaire.

Cette lutte se manifeste à différents niveaux : économique (grèves, négociations salariales, résistance à l'exploitation), politique (mobilisations, réformes, révolutions) et idéologique (bataille pour imposer sa vision du monde). Elle peut être plus ou moins consciente et organisée : Marx distingue la "classe en soi" (position objective dans les rapports de production) de la "classe pour soi" (conscience collective de ses intérêts et organisation pour les défendre).

La lutte des classes n'est pas seulement un affrontement ponctuel, mais **une dynamique historique continue qui façonne les institutions, les lois, les rapports de pouvoir et l'évolution des modes de production eux-mêmes**.

Aliénation

Processus par lequel les individus sont dépossédés de leur pouvoir sur leur travail, leur temps, leur corps ou leur pensée. Dans le capitalisme, le travailleur produit une richesse qui ne lui appartient pas il devient étranger à lui-même.

L'aliénation peut aussi être culturelle ou psychologique : quand on intègre les normes d'un système qui nous opprime.

Exploitation

Rapport de domination dans lequel une classe tire profit du travail d'une autre. Sous le capitalisme, les employeur·euses s'enrichissent par accumulation du capital, qui provient de la plus-value extraite du travail salarié : le·a travailleur·euse produit une valeur supérieure à son salaire, et c'est ce surtravail non rémunéré qui devient profit pour le propriétaire des moyens de production. Seule une partie de la valeur produite est redistribuée au·à la salarié·e, le reste étant approprié par l'employeur·euse. **L'exploitation ne se limite pas aux rapports de classe : elle structure également les rapports de genre, de race, ou les relations entre le Nord et le Sud global**, où certains groupes profitent systématiquement du travail et des ressources d'autres groupes dominés.

Travail reproductif

Travail non rémunéré ou sous-payé qui permet la reproduction de la vie et du système économique : soin, ménage, éducation, tâches domestiques, écoute émotionnelle…

Ce travail, souvent réalisé par les femmes, est invisibilisé par le capitalisme car il ne produit pas directement de profit, mais il est indispensable au maintien de la société. **Les féministes matérialistes (*comme Silvia Federici ou Christine Delphy*) rappellent que le capitalisme repose sur ce travail gratuit**.

Précarité

Condition d'instabilité matérielle et sociale (emploi, logement, revenus, statut) vécue par une grande partie des travailleuses et travailleurs.

Contrairement à ce que prétend le discours méritocratique, la précarité n'est pas un échec individuel, mais un mécanisme de gestion du travail dans le capitalisme : elle permet de maintenir une main-d'œuvre docile et flexible. C'est aussi une arme politique qui isole et empêche l'organisation collective.

Bourgeoisie / Héritiers

Dans la tradition marxiste, **la bourgeoisie désigne la classe sociale qui détient les moyens de production** (usines, terres, capitaux) **et qui, par cette position, s'approprie la plus-value créée par le travail salarié**. Cette définition repose sur un critère strictement économique : la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail d'autrui.

La sociologie contemporaine, notamment celle de *Pierre Bourdieu*, élargit cette notion en y intégrant différentes formes de capital : économique certes, mais aussi culturel (diplômes, savoirs légitimes, pratiques culturelles valorisées) et social (réseaux, relations, capital relationnel). Les héritiers, au sens de *Bourdieu* et *Passeron*, sont celles et ceux qui bénéficient dès la naissance d'un capital transmis par leur famille : éducation privilégiée, réseau social, sécurité financière, maîtrise des codes sociaux dominants.

Cette approche permet de comprendre comment les classes dominantes maintiennent leur pouvoir au-delà de la seule propriété économique : par l'école qui valorise leur culture, par les normes sociales qu'elles imposent comme universelles, et par la reproduction des inégalités de classe sous couvert de méritocratie et de neutralité institutionnelle. **La bourgeoisie n'est donc pas monolithique, mais se compose de fractions aux capitaux différenciés** (bourgeoisie économique, intellectuelle, culturelle) partageant néanmoins une position dominante dans les rapports sociaux.

RAPPORTS DE DOMINATION ET D'ÉMANCIPATION

Patriarcat

Système social, politique et culturel fondé sur la domination des hommes sur les femmes et sur toutes les identités de genre minorisées.

Le patriarcat organise la hiérarchie des sexes, valorise la virilité et dévalorise le care, les émotions et les activités associées au féminin. Il traverse toutes les sphères : travail, famille, institutions, représentations, sexualité.

Combattre le patriarcat, c'est transformer les structures, pas seulement les comportements individuels.

Sexisme

Comportements, croyances ou structures qui produisent ou entretiennent des inégalités entre les genres.

Le sexisme peut être explicite (harcèlement, moqueries, violences) ou intégré (répartition du travail domestique, langage, stéréotypes). Il ne s'agit pas d'une "opinion", mais d'un rapport de pouvoir ancré dans le patriarcat.

Le féminisme vise à le nommer, le dénoncer et le défaire.

Racisme

Système de hiérarchisation entre les êtres humains fondé sur la construction sociale de la "race".

Le racisme n'est pas qu'une haine individuelle : c'est une organisation collective qui donne des privilèges à certains (les personnes perçues comme blanches) et désavantage d'autres. Il structure l'accès aux droits, au logement, à l'emploi, à la reconnaissance et à la sécurité.

L'antiracisme politique s'attaque à ces structures, pas seulement aux insultes.

Classisme

Discrimination ou mépris fondé sur l'origine sociale, le revenu, le niveau d'études ou le statut professionnel.

Le classisme valorise les classes dominantes (cadres, diplômé·es, propriétaires) et dévalorise les classes populaires. Il s'exprime dans la langue, les institutions, la culture et les relations quotidiennes.

Il permet au capitalisme de se maintenir en opposant les travailleuses et travailleurs entre eux.

Validisme

Système d'oppression qui hiérarchise les corps et les esprits selon leur "validité". Il valorise l'autonomie, la productivité, la performance, et invisibilise ou stigmatise les personnes en situation de handicap, de maladie chronique ou neuroatypiques.

Le validisme traverse le monde du travail, l'éducation, la santé, les espaces publics. Le combattre, c'est remettre en cause l'idée qu'une seule façon d'exister serait "normale".

LGBTQIAphobie

Terme regroupant toutes les formes de rejet, de haine ou de discrimination envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queer, intersexes, asexuelles, etc.

Ces violences peuvent être physiques, symboliques ou institutionnelles (refus de droits, invisibilisation, moqueries, agressions). Elles reposent sur l'hétéronormativité et la binarité de genre imposées par le patriarcat.

Les luttes LGBTQIA+ affirment la légitimité de toutes les existences et de toutes les expressions de genre.

Violence symbolique (*Pierre Bourdieu*)

Forme de domination invisible qui agit par la culture, le langage et les institutions.

Elle pousse les dominé·es à intérioriser leur position sociale et à considérer les hiérarchies comme "naturelles" ou "méritées". *Exemple : croire que parler "correctement" est un signe d'intelligence, ou que les diplômes mesurent la valeur d'une personne*.

C'est une violence sans coups, mais profondément efficace : elle fabrique le consentement à l'ordre social.

Colonialisme

Système politique, économique et culturel par lequel un État en domine un autre, exploite ses ressources et impose sa culture.

Le colonialisme a construit la hiérarchie raciale mondiale et organisé le pillage des pays colonisés au profit de l'Occident. Ses effets perdurent dans les mentalités, les relations internationales et les inégalités économiques.

Décoloniser, c'est reconnaître et réparer ces violences structurelles.

Néocolonialisme

Forme contemporaine du colonialisme, sans domination politique directe mais avec des rapports économiques, culturels et militaires inégaux.

Les anciennes puissances coloniales (et leurs entreprises) continuent de contrôler les ressources, les dettes et les politiques des pays du Sud. **Il perpétue l'idée qu'il existerait un "modèle de développement" universel imposé par le Nord**.

Le néocolonialisme s'appuie sur des institutions internationales (FMI, Banque mondiale) et des multinationales.

Blanchité / Privilège blanc

La blanchité désigne le système social qui place la couleur de peau blanche comme norme universelle et supérieure.

Le privilège blanc renvoie aux avantages, souvent invisibles pour ceux qui en bénéficient, d'être perçu·e comme blanc·he dans une société racialisée : sécurité, crédibilité, accès, représentation.

Reconnaître ce privilège, ce n'est pas culpabiliser : c'est comprendre comment le racisme structure nos rapports sociaux.

Antisémitisme

L'antisémitisme est une forme spécifique de racisme dirigée contre les personnes juives. Il repose sur des préjugés, des stéréotypes et des théories du complot qui les présentent comme puissantes, manipulatrices ou responsables des malheurs collectifs.

L'antisémitisme a des racines très anciennes (religieuses, économiques, politiques) et a conduit à des persécutions massives, jusqu'à la Shoah. Aujourd'hui encore, il se manifeste dans les violences, les insultes, les discriminations et les rhétoriques complotistes. Le combattre, c'est refuser toutes les hiérarchies entre les luttes antiracistes et rappeler que le racisme ne se combat pas "à la carte".

Intersectionnalité

Concept développé par la juriste afro-américaine *Kimberlé Crenshaw*, qui montre que les oppressions (sexisme, racisme, classisme, etc.) **ne s'additionnent pas mais s'entrecroisent**.

Une femme noire ne subit pas seulement du sexisme + du racisme, mais une oppression spécifique liée à leur interaction. L'intersectionnalité permet de penser la complexité des expériences et d'éviter les luttes hiérarchisées.

C'est un outil politique pour construire des solidarités inclusives et justes.

Oppression systémique

Forme d'oppression inscrite dans les institutions, les lois, les représentations et les pratiques quotidiennes. Elle ne dépend pas seulement des intentions individuelles, mais de la manière dont le système distribue le pouvoir et la légitimité.

Le racisme, le sexisme, le classisme ou le validisme sont systémiques parce qu'ils traversent l'ensemble de la société. Les combattre suppose de transformer les structures, pas seulement de "changer les mentalités".

Discrimination

Traitement inégal d'une personne ou d'un groupe fondé sur une caractéristique réelle ou supposée (genre, origine, handicap, âge, orientation, religion, couleur de peau etc.).

La discrimination peut être directe (refus explicite) ou indirecte (règles neutres en apparence, mais excluantes en pratique) ou encore être intériorisée. C'est l'expression concrète d'une oppression structurelle dans la vie quotidienne.

Nommer une discrimination, c'est refuser de la banaliser.

Privilège

Avantage social non mérité lié à une position dominante (être homme, blanc, valide, cisgenre, riche, etc.).

Les privilèges ne rendent pas “coupable”, mais ils impliquent une responsabilité : reconnaître d’où l’on parle, et comment on peut contribuer à l’égalité réelle.

L’analyse des privilèges permet de rendre visible l’invisible et d’ouvrir la voie à la solidarité politique.

Cisgenre

Se dit d'une personne dont l'identité de genre correspond au sexe qui lui a été assigné à la naissance. *Par exemple, une personne assignée femme à la naissance et qui s'identifie comme femme est cisgenre*.

Le terme s'oppose à transgenre et permet de nommer une expérience souvent considérée comme la "norme", rendant visible le fait que l'identité de genre cisgenre est une position sociale spécifique et non un état neutre ou universel.

HSBC

Acronyme militant utilisé notamment dans les milieux queer et féministes pour désigner l'Homme Hétérosexuel (Straight), Blanc et Cisgenre.

Ce terme pointe de manière critique la position de domination sociale cumulative dont bénéficie ce profil dans les rapports de pouvoir liés au genre, à la sexualité, à la race et à l'identité de genre. L'acronyme détourne ironiquement le nom de la banque HSBC pour dénoncer les privilèges systémiques de ce groupe social.

Émancipation

Processus par lequel une personne ou un groupe se libère d'une domination, d'une dépendance ou d'une norme imposée.

L'émancipation est à la fois individuelle et collective : se libérer soi-même, et agir pour que toutes puissent le faire. Elle ne se réduit pas à "réussir" dans le système, mais à changer le système pour rendre la liberté possible.

C'est le cœur des luttes féministes, antiracistes et anticapitalistes.

Rapports de force

Désignent l'équilibre ou le déséquilibre de pouvoir entre différents groupes sociaux, classes ou individus. Ils structurent la société : qui décide, qui subit, qui a les moyens d'imposer ses intérêts.

Changer la société, c'est transformer les rapports de force par l'organisation collective, la lutte, la solidarité. C'est une notion politique centrale : rien n'évolue sans un déplacement concret du pouvoir.

CULTURE, POUVOIR ET PENSÉE CRITIQUE

Hégémonie (culturelle)

Concept développé par le penseur marxiste *Antonio Gramsci*. L'hégémonie culturelle **désigne la domination d'une classe sociale non pas par la force, mais par le consentement**.

C'est quand les valeurs, les idées et les normes des dominants deviennent "le bon sens" partagé même par les dominé·es.

La combattre, c'est produire une contre-culture : d'autres récits, d'autres modèles, d'autres manières de penser le monde.

Consensus

Le consensus, c'est un accord collectif, souvent présenté comme neutre ou raisonnable. Mais **en politique, le consensus peut masquer des rapports de pouvoir** : il impose souvent la vision du groupe dominant en la présentant comme "évidente" ou "naturelle".

Refuser le consensus injuste, ce n'est pas être "radical·e" : c'est refuser de taire les conflits pour préserver le confort des privilégié·es. Un vrai consensus émancipateur ne se construit qu'après avoir reconnu les désaccords et les inégalités.

Idéologie

Système d'idées et de représentations qui donne une apparence de "naturel" à un ordre social.

Chaque société produit des idéologies pour justifier ses inégalités : méritocratie, "égalité des chances", "liberté d'entreprendre", etc. L'idéologie fonctionne d'autant mieux qu'elle paraît neutre.

Développer une conscience politique, c'est apprendre à la repérer et à la questionner.

Esprit critique

Capacité à analyser les informations, les discours et les situations sans les prendre pour des vérités absolues.

L'esprit critique n'est pas du cynisme : c'est la faculté de relier les faits à leurs causes sociales, économiques et politiques. C'est une pratique collective : débattre, confronter, apprendre ensemble à lire le monde. C'est un acte de résistance face à la manipulation et à la pensée dominante.

Conscience de classe

Prise de conscience, par les travailleuses et travailleurs, de leur position commune dans le système capitaliste et de leurs intérêts collectifs.

Sans conscience de classe, les dominé·es restent isolé·es, persuadé·es que leurs difficultés sont individuelles. La conscience de classe permet d'identifier l'ennemi politique (le capital, pas les autres salarié·es) et de s'organiser pour renverser le rapport de force.

C'est l'opposé de la logique méritocratique et du "chacun pour soi".

Dépolitisation

Processus par lequel les questions sociales, économiques ou écologiques sont présentées comme "techniques" ou "individuelles" au lieu d'être politiques. *Par exemple : transformer un problème de pauvreté en problème de "motivation".*

La dépolitisation affaiblit les luttes et protège le pouvoir en place. (Re)politiser, c'est rendre visibles les rapports de force et rappeler que tout choix de société est un choix politique.

Aliénation (culturelle)

C'est le fait d'adopter sans recul les valeurs, les goûts ou les désirs produits par un système dominant.

On croit "choisir librement", alors qu'on agit selon des modèles imposés par la publicité, l'école, les médias, la famille.

L'aliénation empêche de se penser comme sujet politique. S'en libérer, c'est retrouver du sens, du collectif et du pouvoir d'agir.

Intériorisation

Processus par lequel une personne intègre les normes et hiérarchies de la société au point de les reproduire inconsciemment. *Par exemple : une femme qui se censure de peur d'être "trop autoritaire" ; une personne racisée qui doute de sa légitimité*.

L'intériorisation rend les dominations efficaces sans contrainte visible. La conscientisation permet de rompre ce mécanisme et de réapprendre à exister autrement.

Biais cognitif

Tendance naturelle du cerveau à simplifier la réalité, souvent en reproduisant les stéréotypes dominants.

Certains biais sont individuels (effet de groupe, biais de confirmation), mais ils sont aussi sociaux : ils servent souvent l'ordre établi.

Travailler ses biais, c'est aussi un acte politique : apprendre à voir ce qu'on ne veut pas voir. Cela demande du temps, du collectif et de la vigilance.

Médias dominants

Ensemble des médias détenus ou financés par de grands groupes économiques ou politiques, qui orientent la production de l'information (*exemple : Vincent Bolloré avec Canal + , C8, Cnews, Europe 1, Gala, Paris Match, Femme actuelle etc…*). Ils façonnent l'opinion publique en privilégiant les discours compatibles avec les intérêts du pouvoir.

Critiquer les médias dominants, ce n'est pas rejeter toute information, mais comprendre qui parle, pour qui, et depuis quelle position.

Soutenir des médias indépendants (comme Blast, Frustration Magazine, La Déferlante, Le Média, Médiapart, Mr Mondialisation, Street Press) c'est un acte de résistance démocratique.

Propagande

Communication organisée pour influencer les opinions en faveur d'un pouvoir, d'une idéologie ou d'un intérêt particulier.

Elle ne passe pas seulement par des mensonges, mais aussi par la répétition, le cadrage des débats et la sélection des mots.
La publicité, les discours politiques et les médias peuvent tous produire de la propagande.

Y résister, c'est cultiver le doute, l'éducation populaire et la parole collective.

Lutte symbolique

Combat autour du sens, du langage, des représentations.
Changer les mots, c'est déjà changer les rapports de pouvoir : "féminicide", "travailleuse", "racisé·e" sont des mots politiques.
La lutte symbolique précède souvent la lutte matérielle : on doit d'abord nommer l'oppression pour pouvoir la combattre. C'est une bataille culturelle essentielle à toute transformation sociale.

POSITIONS POLITIQUES ET POSTURES

Progressiste

Se dit d'une personne ou d'un courant qui cherche à transformer la société vers plus d'égalité, de justice et de liberté. Être progressiste, c'est croire que les droits peuvent et doivent évoluer : droits des femmes, des travailleur·ses, des minorités, des personnes migrantes.

C'est l'opposé du conservatisme, qui veut préserver l'ordre établi. Le progressisme n'est pas neutre : il s'inscrit dans un rapport de force avec les puissants.

Réactionnaire

Position politique qui s'oppose aux avancées sociales ou cherche à revenir à un ordre antérieur idéalisé.

Les réactionnaires défendent souvent la hiérarchie, la tradition, la religion ou la nation comme repères immuables. Ils présentent le progrès social comme une "décadence".

C'est le cœur idéologique des droites autoritaires et identitaires.

Conservateur

Courant qui cherche à maintenir l'ordre social existant au nom de la stabilité ou de la "modération".

Les conservateurs se disent "pragmatiques", mais leur réalisme protège surtout les privilèges. Ils s'opposent aux réformes profondes et craignent les bouleversements sociaux.

Le conservatisme peut être une étape vers le réactionnaire quand il s'allie au pouvoir économique.

Réformiste

Le réformisme cherche à améliorer le système existant par des changements progressifs, sans le renverser.

C'est une stratégie souvent utilisée par la social-démocratie : négocier, réguler, redistribuer. Elle peut obtenir des avancées réelles, mais elle se heurte vite aux limites du capitalisme.

Les révolutionnaires considèrent que sans rupture, les réformes finissent toujours récupérées par le système.

Radical

Être radical·e, c'est aller à la racine (*radix* en latin) **des problèmes** (ce n'est donc pas forcément être violent·e).

Une pensée radicale s'attaque aux causes structurelles : propriété privée, patriarcat, racisme, etc. Le radicalisme est souvent disqualifié par les dominants, précisément parce qu'il menace leurs fondations.

Révolutionnaire

Cherche une transformation totale des structures politiques, économiques et sociales, souvent par la mobilisation populaire et la rupture avec l'ordre établi.

Les révolutionnaires estiment que la justice sociale ne peut pas émerger d'un système fondé sur l'exploitation. Une révolution n'est pas seulement un événement, mais un processus : organisation, conscience, solidarité, désobéissance.

Fascisme

Idéologie et mouvement politique autoritaire, nationaliste et totalitaire, né en Italie en 1919 avec la création des Fasci italiani di combattimento par *Benito Mussolini*. **Le fascisme italien se caractérise fondamentalement par l'affirmation de la toute-puissance de l'État totalitaire**, résumée dans la formule de *Mussolini* : "Tout dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État" (*discours à la Chambre des députés, 1928*). Pour le fascisme mussolinien, l'État est la réalité suprême qui absorbe tous les groupes, classes et individus dans une unité organique.

Cette conception totalitaire de l'État distingue le fascisme italien du nazisme allemand : Hitler accorde une importance fondamentale non pas à la notion d'État, mais à celle d'une “communauté raciale” reposant sur la pureté du sang aryen.

Le fascisme rejette radicalement la démocratie, les libertés individuelles et le pluralisme politique. Il exalte la force, la virilité, le militarisme, l'ordre hiérarchique et la nation, en désignant des ennemis intérieurs et extérieurs à éliminer : minorités, syndicats, opposants politiques, étrangers.

Historiquement, le fascisme représente une réaction du capitalisme en crise face à la menace révolutionnaire : plutôt que de remettre en cause les privilèges de classe, la bourgeoisie soutient l'instauration d'une dictature qui écrase le mouvement ouvrier tout en maintenant la propriété privée.

Aujourd'hui, le fascisme peut se présenter sous des formes "modernisées" : discours sécuritaires, identitaires, sexistes et racistes qui, sans reproduire exactement les régimes du XXe siècle, en reprennent les logiques autoritaires, nationalistes et d'exclusion violente.

Antifascisme

L'antifascisme désigne l'ensemble des luttes politiques, sociales et culturelles qui s'opposent au fascisme sous toutes ses formes. Historiquement, il trouve ses racines dans l'opposition italienne au régime de *Mussolini* dès les années 1920, avant même sa prise de pouvoir en 1922. Les premiers antifascistes italiens formèrent des mouvements de résistance comme les *Arditi del Popolo* (organisation militaire du front uni à fortes composantes anarchistes et communistes auquel s'ajoutèrent les formations de défense prolétarienne) en 1921 pour contrer les violences squadristes (groupes paramilitaires fascistes italiens) fascistes.

Après l'arrivée au pouvoir de *Mussolini* et le tournant totalitaire de 1925, de nombreux·ses opposant·es furent contraint·es à l'exil. Des mouvements antifascistes se structurèrent en France, notamment Giustizia e Libertà (Justice et Liberté) créé à Paris en 1929, rassemblant libéraux, républicain·es, socialistes, communistes et anarchistes dans leur opposition commune à la dictature. Lors de l'occupation allemande de l'Italie après 1943, la Résistance italienne prit une forme armée, devenant un mouvement de libération nationale antifasciste qui contribua à la chute du régime mussolinien.

L'antifascisme reste actuel face aux idéologies autoritaires, racistes, sexistes et nationalistes contemporaines. **Être antifasciste (ou antifa), c'est refuser la haine organisée, la hiérarchie entre les vies humaines et la violence d'État au service du capital**. C'est une position active de défense de la démocratie, de la solidarité et de la dignité collective, pas un simple désaccord moral. Le slogan "Siamo tutti antifascisti" (Nous sommes tous antifascistes), né dans l'Italie des années 1920-1930, continue de résonner dans les luttes contemporaines contre toutes les formes de fascisme, qu'elles soient historiques ou réactualisées.

Engagement

Fait de prendre position et d'agir en cohérence avec ses valeurs. L'engagement n'a pas besoin d'être spectaculaire : il peut être discret, quotidien, professionnel, ou artistique. Mais il suppose de refuser la neutralité et l'indifférence.

Ne pas choisir, c'est souvent laisser le pouvoir décider à notre place.

Compromis

Accord entre positions opposées, où chacun·e cède une part de ses revendications. Le compromis peut être une stratégie efficace dans un rapport de force… ou un renoncement quand il n'y en a pas.

Les mouvements sociaux oscillent toujours entre la négociation et la rupture. Savoir quand accepter un compromis et quand le refuser est un enjeu politique majeur.

Neutralité politique (et son illusion)

Se dire "neutre" ou "apolitique" revient souvent à adopter, sans le dire, la position du groupe dominant. **La neutralité absolue n'existe pas : tout choix, tout discours, tout silence a une portée politique**.

Refuser de prendre position, c'est souvent renforcer l'ordre établi. L'objectivité ne consiste pas à nier les rapports de pouvoir, mais à les rendre visibles.

DYNAMIQUES COLLECTIVES ET SOCIALES

Entre-soi

Désigne un espace social où les personnes partagent un même profil : classe, genre, origine, culture politique… Il peut être sécurisant, permettre de se comprendre sans devoir se justifier mais aussi excluant si les différences sont ignorées.

Dans les luttes, l'entre-soi peut être un outil pour se ressourcer, se former ou s'organiser entre concerné·es, à condition de rester conscient·e des rapports de pouvoir qui le traversent.

Inclusion

L'inclusion vise à rendre un groupe, un espace ou une organisation accessible et accueillante à toutes et tous. Mais être "inclusif" ne suffit pas si les structures de domination (racisme, sexisme, validisme…) restent inchangées.

L'enjeu n'est pas d'"intégrer" les minorisé·es dans un cadre inchangé, mais de transformer le cadre lui-même pour qu'il devienne juste et équitable.

Mixité choisie

Désigne le fait de créer des espaces réservés à certaines personnes (femmes, personnes racisées, LGBTQIA+, etc.) **pour se protéger, se soutenir et s'exprimer librement**. Ce n'est pas une exclusion, mais un outil politique face à des rapports de domination omniprésents.

Ces espaces permettent la parole sans regard dominant, condition nécessaire à l'analyse collective et à la guérison politique.

Sororité

C'est la solidarité entre femmes et minorités de genre dans un système patriarcal. Elle repose sur la confiance, le soin et la reconnaissance mutuelle plutôt que sur la compétition.

La sororité n'est pas naïve : elle se construit dans la lucidité des différences de classe, de race, de vécu, et dans la volonté de ne pas reproduire les violences que nous subissons.

Adelphité

Néologisme inclusif désignant le lien de fraternité/sororité sans référence au genre. Formé à partir du grec "adelphos" (frère/sœur), ce terme permet d'exprimer la solidarité, le lien communautaire ou familial de manière neutre et inclusive, dépassant la dichotomie fraternité (masculine) / sororité (féminine). Il est notamment utilisé dans les contextes féministes, queer et militants pour désigner une solidarité politique entre personnes de tous genres.

Solidarité

C'est le principe fondamental de toute transformation collective : personne ne se libère seule. Ce n'est pas une émotion, mais une pratique concrète : soutenir, relayer, partager les ressources et les risques.

La solidarité s'oppose à la charité : elle relie les luttes plutôt qu'elle ne distribue des faveurs. C'est la conscience que nos destins sont liés, et que l'émancipation est collective ou n'est pas.

Care (ou éthique du soin)

Désigne une éthique politique fondée sur le soin, l'attention et la responsabilité mutuelle. C'est une réponse au capitalisme et au patriarcat, qui invisibilise le travail du soin (émotionnel, domestique, social).

Prendre soin est un acte de résistance, une manière d'affirmer la valeur de la vie, du repos et du collectif.

Soutien mutuel (ou entraide)

C'est l'organisation de la solidarité entre pairs, sans hiérarchie ni charité. Il repose sur la réciprocité : donner quand on peut, recevoir quand on a besoin.

C'est une pratique d'autonomie et d'autogestion : on ne délègue pas le soin de nos vies à l'État ou au marché, on le reconstruit ensemble.

Commun / Biens communs

Les communs sont des ressources partagées (eau, savoirs, terres, culture, outils numériques…) **gérées collectivement selon des règles décidées par la communauté**. Ils s'opposent à la propriété privée et à la privatisation : leur logique est l'usage collectif, pas le profit individuel.

Protéger les communs, c'est défendre la possibilité d'une vie hors du marché.

Organisation horizontale

Une organisation horizontale repose sur l'égalité entre les membres, sans hiérarchie fixe (*exemple : l'ITTI*). Les décisions y sont prises collectivement, dans la transparence et la rotation des rôles.

C'est un mode d'organisation exigeant, qui demande de la rigueur, du soin et de la confiance mais qui permet de préfigurer dès maintenant la société que l'on veut.

Autogestion

C'est la prise en main directe d'une activité (travail, lieu, lutte, service) **par celles et ceux qui la font vivre**.

C'est une forme de démocratie réelle : pas de chef·fe, pas de propriétaire, mais des décisions collectives et responsables. Historiquement portée par les mouvements ouvriers et coopératifs, elle incarne l'idée que nous sommes capables de gérer nos vies sans domination.

Conscientisation

Processus par lequel une personne ou un groupe prend conscience des oppressions qu'il subit et de sa capacité à agir collectivement.

Concept issu de l'éducation populaire et du pédagogue *Paulo Freire*, elle lie savoir et action : comprendre pour se transformer. C'est un chemin politique et personnel : nommer les injustices, c'est déjà commencer à les combattre.

ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX CONTEMPORAINS

Écoféminisme

L'écoféminisme relie les luttes féministes et écologistes. **Il part du constat que les mêmes logiques patriarcales et capitalistes qui exploitent les femmes exploitent aussi la nature** : domination, extraction, contrôle, profit.

Les écoféministes revendiquent une autre manière de vivre et de produire : fondée sur le soin, l'interdépendance et la justice.

C'est une critique du pouvoir, mais aussi une proposition politique : soigner le monde, c'est se libérer du patriarcat.

Justice climatique

La justice climatique affirme que la crise écologique n'est pas qu'un problème "environnemental", mais une question de justice sociale et politique.

Les plus pauvres, les femmes, les personnes racisées et les peuples du Sud subissent le plus les effets du dérèglement climatique alors qu'ils en sont les moins responsables.

La justice climatique exige de redistribuer les richesses, de réparer les injustices historiques et de repenser nos modes de vie pour préserver les conditions d'existence de toutes et tous.

Anthropocène / Capitalocène

L'Anthropocène désigne l'époque géologique où l'activité humaine transforme profondément la planète (climat, biodiversité, cycles naturels).

Mais de nombreuses voix préfèrent parler de **Capitalocène : ce n'est pas "l'humain en général" qui détruit la Terre, c'est le système capitaliste, productiviste et colonial**.

Ce changement de mot est politique : il désigne les responsables réels, pas une humanité abstraite.

Transition écologique

Désigne le passage d'un modèle économique destructeur à un modèle plus soutenable. Mais elle est souvent récupérée par les institutions et les entreprises pour verdir le capitalisme sans remettre en cause ses fondements.

Une transition véritable implique de changer de système, pas seulement de technologie : produire moins, partager mieux, et sortir de la logique de croissance infinie.

Effondrement / Collapsologie

La collapsologie est l'étude des risques d'effondrement des sociétés industrielles face aux crises écologiques, économiques et sociales. Elle a popularisé la peur d'un "effondrement global", mais sans toujours analyser les inégalités : tout le monde n'effondre pas au même rythme, ni pour les mêmes raisons.

Les approches critiques parlent plutôt d'effondrements multiples, déjà vécus par les peuples colonisés et les plus précaires. L'enjeu n'est pas de paniquer, mais d'apprendre à vivre autrement, collectivement et politiquement.

Extractionnisme

Modèle économique fondé sur l'exploitation intensive des ressources naturelles (pétrole, métaux, terres, travail, corps). Il repose sur une vision coloniale du monde : tout est matière à extraire et à vendre, y compris les êtres vivants.

La critique de l'extractionnisme invite à repenser nos besoins, nos dépendances et notre rapport au vivant.

Greenwashing (ou écoblanchiment)

Stratégie de communication utilisée par les entreprises ou les États pour se donner une image écologique sans changer leurs pratiques réelles.

On repeint le capitalisme en vert pour le rendre acceptable : "croissance verte", "compensation carbone", "produit durable"… C'est une récupération politique et marketing qui vide l'écologie de sa portée critique. L'écologie n'est pas une couleur, c'est une rupture.

Écologie populaire

L'écologie populaire relie la défense de l'environnement à la défense des conditions de vie des classes populaires. Elle s'oppose à une écologie bourgeoise, culpabilisante et centrée sur les "bons gestes individuels". Elle part du terrain : pollution, logement, alimentation, santé, travail.

C'est une écologie de la dignité et de la justice, qui dit que protéger la planète, c'est protéger les gens.

PHILOSOPHIE

Matérialisme

Courant philosophique selon lequel la matière constitue la substance fondamentale de la réalité, et les phénomènes mentaux, spirituels ou idéels découlent de processus matériels.

Dans le matérialisme historique (*Marx*), ce sont les conditions matérielles d'existence, les rapports de production économiques qui déterminent la conscience, les idées et les structures sociales, et non l'inverse.

Le matérialisme s'oppose à l'idéalisme en affirmant la primauté de l'être sur la pensée.

Idéalisme

Courant philosophique qui pose la primauté de l'esprit, de la conscience ou des idées sur la matière. Pour l'idéalisme, la réalité est fondamentalement de nature mentale ou spirituelle, et le monde matériel dépend de la pensée ou en découle.

Chez *Platon*, les Idées (formes parfaites) sont plus réelles que le monde sensible. Chez *Hegel*, c'est l'Esprit absolu qui se déploie dans l'histoire. L'idéalisme s'oppose au matérialisme sur la question de ce qui est premier : la pensée ou l'être.

Dualisme

Position philosophique qui affirme l'existence de deux principes ou substances fondamentalement distincts et irréductibles.

Le dualisme cartésien (*Descartes*) distingue radicalement la substance pensante (res cogitans, l'esprit) de la substance étendue (res extensa, le corps/la matière/la réalité physique). D'autres formes de dualisme opposent l'âme et le corps, le bien et le mal, ou le monde sensible et le monde intelligible. Le dualisme pose la question difficile de l'interaction entre ces deux ordres de réalité.

Monisme

Position philosophique qui affirme qu'il n'existe qu'une seule substance ou qu'un seul principe fondamental dans l'univers.

Le monisme s'oppose au dualisme. Il peut être matérialiste (tout est matière), idéaliste (tout est esprit), ou neutre (une substance unique qui n'est ni purement matérielle ni purement spirituelle).

Spinoza défend un monisme panthéiste où Dieu et la Nature ne forment qu'une seule substance infinie.

Positivisme

Le positivisme (*Auguste Comte*) **affirme que la connaissance authentique ne peut provenir que de l'expérience sensible et de la méthode scientifique**. Il rejette la métaphysique et la théologie comme modes de connaissance valides, prônant une approche strictement observable et vérifiable des phénomènes.

Empirisme

L'empirisme (Locke, Hume) **soutient que toute connaissance dérive de l'expérience sensible** : l'esprit est à la naissance une "table rase" et ce sont les sens qui fournissent le matériau de nos idées.

L'empirisme s'oppose au rationalisme qui affirme l'existence de connaissances innées ou a priori. Ces deux courants partagent une méfiance envers la spéculation abstraite et privilégient l'observation et l'expérience comme sources de connaissance valide.

Rationalisme

Le rationalisme est un courant philosophique qui affirme la primauté de la raison comme source principale, voire unique, de connaissance valide.

Selon les rationalistes (*Descartes, Spinoza, Leibniz*), certaines vérités peuvent être connues indépendamment de l'expérience sensible, par le seul exercice de la raison : ce sont les vérités a priori, les idées innées ou les principes logiques universels. Descartes, avec son "Je pense, donc je suis", part du doute méthodique pour atteindre des certitudes rationnelles indubitables.

Le rationalisme s'oppose à l'empirisme qui fait de l'expérience sensible la source de toute connaissance. **Pour les rationalistes, la raison est capable de découvrir des vérités nécessaires sur le monde** (mathématiques, métaphysique) **que l'expérience seule ne pourrait établir**.

Le rationalisme valorise la déduction, la rigueur logique et la méthode mathématique comme voies d'accès privilégiées à la connaissance, en se méfiant des illusions des sens et des opinions non fondées.

Axiome

Un axiome est une proposition considérée comme évidente, admise sans démonstration et servant de fondement à un système de raisonnement ou à une théorie. En mathématiques et en logique, les axiomes constituent les points de départ indémontrables à partir desquels on déduit l'ensemble des théorèmes. *Par exemple, en géométrie euclidienne, "par deux points distincts passe une seule droite" est un axiome*.

En philosophie, un axiome désigne un principe premier, une vérité fondamentale qu'on ne peut ni ne cherche à prouver car elle sert de base au raisonnement lui-même. Le choix des axiomes n'est pas neutre : il structure toute la connaissance qui en découle et peut varier selon les systèmes de pensée.

Épistémologie

L'épistémologie est la branche de la philosophie qui étudie la nature, les fondements, les méthodes et les limites de la connaissance. Elle s'interroge sur des questions comme : qu'est-ce que connaître ? Comment acquiert-on des connaissances valides ? Quelle est la différence entre croyance et savoir ? Quels sont les critères de vérité scientifique ?

L'épistémologie examine les conditions de possibilité de la connaissance, les méthodes de validation (observation, expérimentation, déduction), et critique les prétentions au savoir.

Elle analyse aussi les différences entre les disciplines (sciences naturelles, sciences humaines) et les ruptures dans l'histoire des sciences. *Bachelard*, *Popper*, *Kuhn* ou *Foucault* ont développé des épistémologies distinctes qui interrogent comment se construit et se transforme le savoir scientifique.

Dialectique

La dialectique désigne une méthode de raisonnement et un mode de compréhension de la réalité fondé sur le mouvement, la contradiction et le dépassement.

Chez les Grecs anciens (*Socrate, Platon*), la dialectique est l'art du dialogue qui progresse par questions et réponses pour accéder à la vérité.

Chez *Hegel*, la dialectique devient le mouvement même de la pensée et de la réalité : une thèse rencontre son contraire (antithèse), et de leur contradiction naît un dépassement (synthèse) qui conserve et transforme les éléments précédents. Ce processus se répète, animant le développement de l'histoire et de l'Esprit.

Marx reprend cette dialectique en la "remettant sur ses pieds" : c'est la dialectique matérialiste, où les contradictions réelles (notamment les contradictions de classe dans les rapports de production) sont le moteur de l'histoire. La réalité sociale n'est pas statique mais traversée de tensions internes qui produisent le changement historique. La dialectique permet ainsi de penser le mouvement, le conflit et la transformation plutôt que des essences fixes.

document produit par l'Institut des Travailleurs et Travailleuses Indépendants